

Les Allobroges Savoyards

Bimensuel départemental du PCF - N° 896 - mardi 18 mars 2014

Editorial

Les élections municipales sont un moment de lutte contre l'austérité

Les élections municipales ont naturellement un aspect local très marqué. D'ailleurs, si on regarde ce qui se passe en Savoie, on s'aperçoit qu'aucune situation n'est semblable. Mais ce sont aussi des élections politiques. Certes, dans les petites communes rurales la dimension politique de l'élection est nettement moins marquée que dans les grandes villes. Elle est néanmoins présente et se manifeste d'ailleurs fortement au moment des élections sénatoriales où, grands électeurs, les maires et les conseillers municipaux désignés pour élire les sénateurs votent pour des candidats toujours très engagés politiquement. Et ce, même si ces maires et ces élus municipaux se sont faits élire comme «apolitiques».

Cette dimension politique des élections municipales n'échappe pas aux médias, et les commentateurs audiovisuels sauront la rappeler au soir du premier tour.

Pour les communistes, les élections municipales doivent être l'occasion d'élire des élus et des majorités municipales qui s'attacheront à faire des communes «un bouclier social» face à la politique d'austérité.

Ces futurs élus auront à défendre bec et ongles l'autonomie communale face à la volonté gouvernementale de vider les communes de leur contenu, sachant qu'une véritable coopération intercommunale a besoin, pour bien répondre aux besoins des populations, de communes vivantes gérées démocratiquement.

Ces élus auront également à intervenir solidairement pour s'opposer à la baisse des dotations d'Etat et à la prévisible

Sommaire :

Editorial - Economie : ça échoue, ils continuent - Elections municipales, des élections politiques - La Résistance à l'honneur aux Hurtières - A Chambéry, «Cap à gauche» marque la campagne électorale - Moûtiers : interview de Bernard Gsell - Mobilisation pour l'emploi à Notre Dame de Briançon - Allos sports - Marche contre l'austérité le 12 avril à Paris.



diminution de la compensation financière censée prendre le relais de la taxe professionnelle. Car l'argent existe. Qu'on en juge : selon l'étude d'un cabinet spécialisé, étude citée par le journal *Les Echos*, les entreprises françaises ont versé 50 milliards de dollars à leurs actionnaires pour la seule année 2013 ! Ce qui ne les empêche pas de geindre continuellement, avec l'UMP et François Hollande, sur le «coût» du travail qui leur viderait les poches...

C'est cette réalité que les ténors de la droite et du PS cherchent à cacher en substituant au débat politique sur les grands choix à effectuer une personnalisation politicienne de l'élection municipale. Les polémiques sur l'action passée de tel ou tel maire visent à ne pas parler de la lutte nécessaire contre l'austérité, visent à ce que ne soit surtout pas posée la question d'une autre utilisation de l'argent. Cette question touche pourtant directement les communes.

Comment pourront-elles maintenir les services qu'elles rendent à la population sans argent ? C'est un des buts poursuivis par le pouvoir, contraindre les mairies à abandonner leurs services publics au privé. Il est donc important d'élire des élus décidés à s'opposer à tout cela. C'est le sens profondément politique de ces élections municipales. Elles sont bien un moment de résistance à la politique d'austérité. Et les communes peuvent devenir le lieu où s'affirmera cette résistance, en lien avec la population, avec les forces politiques de changement, les syndicats, les associations. Cette résistance s'exprimera aussi dans la rue, le 12 avril à Paris, à l'appel du Front de gauche. Nous y serons.

Alain Dupenloup

Economie

A moins ça marche, à mieux ils continuent !

C'est avec lucidité que le PCF écrit : «plus la politique gouvernementale d'austérité étouffe la croissance, plus nos ministres veulent l'aggraver»... Gribouille va encore s'enrhumer.

D'après la Commission européenne (qui n'a rien de marxiste...), la France devrait voir ses déficits grimper à 4% du PIB en 2014, et encore à 3,9% en 2015. C'est pourtant pas faute de diminuer la dépense publique et de réduire les dépenses sociales ! Que se passe-t-il donc ?

La politique d'austérité et la réduction des aides sociales (son corollaire) assèchent la consommation. Cet affaiblissement de la consommation populaire interdit la relance durable de la croissance, diminue le marché intérieur et entraîne le maintien d'un chômage élevé. Comme les autres pays européens pratiquent aussi une politique d'austérité, comme la relance économique dans les autres parties du monde se fait par à coups et de façon contradictoire, la fameuse «conquête de nouveaux marchés» ne tient pas ses promesses et la stagnation économique perdure. C'est ennuyeux...

Qu'à cela ne tienne, «nos gouvernants s'apprêtent à baisser encore les rémunérations et la protection sociale (ce qu'ils appellent le coût du travail) pour fournir de nouveaux cadeaux au capital», lequel va joyeusement les gaspiller en dividendes versés aux actionnaires. Et ce gaspillage n'est pas mince puisque la France se classe troisième parmi tous les pays du monde pour le montant des dividendes versés. Le sourire satisfait de Pierre Gattaz s'explique. Ces dividendes vont gonfler encore le volume des placements financiers qui parasitent l'économie réelle et détruisent l'emploi en exigeant des rendements tellement élevés que les entreprises ne peuvent y répondre qu'en écrasant la masse salariale. L'argent emmagasiné par les actionnaires ne sert pas à l'emploi, seuls les gogos peuvent y croire. C'est l'ampleur des luttes sociales qui peut modifier la donne.

Même des économistes bourgeois bien en cour (voire un prix Nobel d'économie !) commencent à trouver qu'on va dans le mur. Mais pas le gouvernement, pas le Président de la République. «Puisque nous échouons, continuons» ! Et on remet le couvert avec les cadeaux financiers octroyés au patronat au travers d'un pacte dit «de responsabilité» qui aurait pu être rédigé par le Medef lui-même. C'est un désastre social qui est ainsi programmé, et par des hommes politiques semblant pourtant doté de solides connaissances. C'est que les connaissances ne suffisent pas. In fine, il y a le choix de classe, et ils ont abandonné le camp des salariés, cédant sans états d'âme aux exigences patronales. C'est peut-être le naufrage final d'un certain «socialisme».

Albertville

Repos du Dimanche : 5^{ème} anniversaire d'un juste combat.

Voilà cinq ans que «Zorro», à cheval, cherchait à rompre des chaînes, symbolisant la lutte des travailleuses et travailleurs désirant refuser ce que l'on voulait leur imposer : le travail du dimanche. Bernard Anxionnaz, responsable local de la CGT, l'a rappelé calmement : «le dimanche c'est un jour pour revitaliser la vie de famille, faire la fête ensemble, se cultiver, faire du sport, se promener...»

Et le mouvement se poursuit pour une vie meilleure, malgré l'extension des dérogations aux magasins de bricolage. Parmi

les candidats aux élections municipales d'Albertville, seul présent à la manifestation du 9 mars, Stéphane Jay, tête de liste du Front de Gauche, répond clairement : «avec mes colistiers nous soutenons depuis cinq ans le collectif du respect du repos du dimanche et réaffirmons le caractère intouchable du repos dominical dans notre projet municipal». Pour Corine, déléguée syndicale CGT : «l'action a déjà payé parce qu'elle a donné à d'autres l'idée de faire reconnaître leurs droits».

Avec Peggy et beaucoup d'autres, les salariés et les consommateurs seront vigilants vis-à-vis du projet de loi promis par le ministère du travail avant la fin de l'année. Le soleil brillait le 9 mars, au lendemain de la Journée de la Femme, comme pour éclairer la poursuite d'une lutte justifiée, dont le Dauphiné-Libéré a largement fait écho.

Gérard Simon

LES ALLOBROGES SAVOYARDS

Bimensuel départemental du PCF
326 avenue Alsace Lorraine - 73000 Chambéry
Directeur de la publication :
Alain Dupenloup
Commission paritaire 0215 P 11348
Tél. 04 79 62 04 13 - Fax : 04 79 62 17 51

Imprimé par nos soins

BULLETIN D'ABONNEMENT POUR 1 AN

Nom - Prénom :

Adresse :

22 euros

à renvoyer avec le règlement à :

Abonnement

Soutien à partir de 30 euros

Les Allobroges Savoyards, 326 avenue
Alsace Lorraine, 73000 Chambéry.

Réabonnement

Les élections municipales,

des élections profondément politiques

Les déclarations, les tracts et les professions de foi des diverses listes municipales en présence se ressemblent très souvent. Si l'on met de côté les listes se réclamant du Front de gauche ou les candidatures communistes, les listes municipales suivent la même «*ligne*» et développent le même discours.

S'il s'agit de sortants, ils ont bien géré la commune, ils ont évité les gaspillages, ils ont su travailler au sein des intercommunalités. S'il s'agit de leurs adversaires, ils dénoncent le manque de démocratie du maire sortant, ils veulent «*redynamiser*» la commune et y faire venir des entreprises (*comme si la crise n'existait pas!*). La différence entre les programmes est souvent infinitésimale et ne s'affirme qu'à la marge.

C'est que le débat est annihilé par la crainte de «*perdre des électeurs*» que «*la politique*» rebuterait, «*la politique*» étant toujours entendue comme un terrain d'affrontements «*stériles et politiciens*».

Pour les communistes, au contraire, le caractère éminemment politique des élections municipales doit être expliqué aux citoyens.

Car «*l'apolitisme*» apparent des élections municipales dissimule un mensonge de fond : la plupart des programmes soumis au vote des électeurs sera inapplicable et inappliquée faute de moyens financiers !

La suppression de la taxe professionnelle sera de moins en moins compensée. La diminution drastique des dotations d'Etat (*liée à la politique d'austérité*) va amputer les communes de moyens financiers importants. Le développement accéléré de communautés de communes de plus en plus grandes va réduire les communes à leur plus simple expression et remplacer les syndicats intercommunaux par des fonctionnaires professionnels auxquels les élus auront naturellement tendance à déléguer leurs pouvoirs. Cacher cette réalité aux électeurs est un mensonge d'autant plus scandaleux qu'il faudra bien se battre pour la faire évoluer.

Chambéry

« Cap à gauche » pour le maintien du service public

Les militants de la liste «*Cap à gauche*» se sont rendus à la boutique SNCF de Chambéry, place St Léger, pour témoigner de leur attachement au service public et de leur solidarité envers les personnels. En effet, la SNCF a décidé de supprimer ce service public pourtant indispensable aux usagers, et, en particulier, aux personnes à mobilité réduite.

Albertville

Dernière initiative de la liste présentée par le Front de gauche

La liste «*Choisir l'Humain d'abord*» présentée par le Front de gauche et conduite par Stéphane Jay terminera sa campagne ce vendredi 21 mars, entre 17 et 19h, devant la gare d'Albertville.

Après des semaines de porte à porte systématique sur toute la ville, les candidat(e)s ont choisi un espace public qui permettra de s'adresser aux nombreux étudiants rentrant pour le week-end.

Prises de parole et animations musicales se succéderont et on lèvera nos verres à un bon résultat dimanche soir. Nous y attendons tous les militants et amis disponibles.

Lucien Carrel

Spirel St Rémy

Les communistes solidaires

Cinq militants du PCF sont allés distribuer un tract de solidarité aux ouvrières de Spirel à l'entrée du site de St Rémy.

Ce tract demandait en particulier au ministre du redressement productif d'intervenir enfin sur le dossier.

Les communistes refusent au contraire de leur mentir. Les élections municipales peuvent être l'occasion d'élire des majorités politiques qui feront des conseils municipaux des lieux de résistance à la politique d'austérité. De ce point de vue, ce sont des élections profondément politiques et il faut le dire. D'ailleurs, dès le lendemain du premier tour, les médias s'empresseront d'en faire une analyse politique, et ils auront raison.

Pour la liste «*Chambéry, cap à gauche*», il faudrait au contraire «*maintenir et renforcer la boutique dans une période où les travaux engagés dans le secteur de la gare, travaux d'une durée prévisionnelle de deux ans, vont engendrer des difficultés majeures d'accès aux guichets de la gare*».

Pour «*Cap à gauche*», cette décision autoritaire «*prise sans aucune concertation*» ne répond qu'à la volonté de supprimer des emplois, et surtout pas à celle de répondre aux besoins des usagers.

Par sa démarche, «*Cap à Gauche*» prouve son attachement au service public.

Maurienne

Initiatives au Pays des Hurtières

à l'occasion du 70^{ème} anniversaire du massacre du Plan du Bourg en 1944

A l'occasion du 70^{ème} anniversaire du massacre du Plan du Bourg, le 14 mars 1944, l'écomusée du Pays des Hurtières a programmé plusieurs initiatives importantes que nous tenons à saluer. En effet, ces initiatives retracent les événements de cette sombre époque, mais également les aspirations portées par La Libération.

Jusqu'au dimanche 6 avril, une exposition «*La Savoie des ombres*» raconte les drames de la période, «*les victimes du conflit, prisonniers, déportés et fusillés, les familles juives anéanties, les persécutés qui vivent cachés en attendant des jours meilleurs*». L'exposition montre aussi «*l'autorité de Vichy qui veille à l'application des lois antirépublicaines, qui surveille, qui arrête de manière arbitraire*». Il y a enfin tous ceux «*qui ont contribué à libérer les Savoyards de la tutelle de Vichy et de l'Allemagne*».

Cette exposition est visible à St Georges d'Hurtières (entrée gratuite) à la bibliothèque des Hurtières jusqu'au 6 avril (Le

Pour les Allobroges savoyards, à nos lecteurs

Le résultat en demi-teinte de la dernière fête des Allobroges (dû au changement de date qui nous a été imposé) continue de peser négativement sur la diffusion de notre journal. Cela se comprend aisément : si, à chaque fête du journal, une bonne trentaine d'abonnements et réabonnements était réalisée, il n'y en eut que deux cette année ! La diffusion des «*Allos*» connaît donc un petit tassement pour la première fois depuis 10 ans. Petit, mais réel. Evidemment, la rédaction du journal entend «*redresser la barre*» et relancer la progression du nombre de ses lecteurs.

C'est pourquoi nous lançons un double appel. Premièrement, ce numéro du journal étant envoyé largement pour populariser l'initiative du 12 avril, des non abonnés vont le recevoir. **Ils peuvent en profiter pour s'abonner** en envoyant un chèque de 22 euros au siège du journal, chèque à l'ordre des Allobroges savoyards.

Et puis nous comptons sur nos lecteurs pour faire connaître le journal autour d'eux et **proposer l'abonnement à des proches ou à des connaissances**. Nous les en remercions et compenserons ainsi le «*manque à gagner*» de la fête 2013.

La rédaction des Allos

Banquet des vétérans du PCF :

attention, le banquet des vétérans ne peut pas avoir lieu le 12 avril, date de la marche parisienne contre l'austérité. Nous informerons prochainement nos lecteurs de la nouvelle date retenue.

lundi de 17 à 19h, le vendredi de 16 à 19h, le samedi de 10 à 12h et de 15 à 17h, le dimanche de 15 à 17h).

Le vendredi 16 mai, ce sera la projection du film de Gilles Perret «*Les jours heureux*» (qui raconte l'élaboration du programme du Conseil national de La Résistance) dans la salle de l'écomusée à St Georges à 20h30 (entrée 6 €).

Le samedi 5 juillet, la compagnie Fructidor jouera son spectacle chanté «*Etranges étrangers ou racistes... vos papiers*» sous le préau de l'école de St Georges à 20h30 (entrée 6 €).

Le vendredi 29 août, Michel Aguetaz, auteur de «*Les FTP dans la Résistance savoyarde*», tiendra une conférence sous le préau de l'école à 20h (entrée gratuite). **Le dimanche 31 août** verra la commémoration de l'incendie de St Georges d'Hurtières en 1944, et **le samedi 27 septembre** sera organisée une visite du musée Roselyne Perrier à Villargondran (avec 2 départs, l'un à 14h, l'autre à 15h, devant la mairie de St Georges).

Carnet de deuil

Notre camarade Marie-Christine Sudul a perdu récemment sa maman. A son mari Jean-Paul (trésorier du journal, qui contribue fortement à la diffusion des Allobroges) et à elle-même notre journal et le PCF présentent toutes leurs condoléances et les assurent de leur soutien.

St Jean de Maurienne

Pas tant des hauts et assez souvent des bas

Le journal *La Maurienne* a recueilli les avis des trois têtes des listes municipales de St Jean sur les problèmes locaux. C'est une bonne initiative. Concernant l'avenir de l'usine Rio Tinto, il est ainsi intéressant de lire le point de vue de chacun. Philippe Rollet note que «*l'industrie est un des piliers de l'économie de la vallée*», ce qui est un constat. Florence Arnoux Le Bras n'en parle pas, ce qui est moins bruyant. Et Pierre-Marie Charvoz se targue d'avoir été efficace dans le maintien de l'usine, ce qui évite de citer l'action de la CGT, celle des salariés et celle des élus et animateurs du Front de gauche. «*L'apolitisme*» voulu des municipales montre là ses limites. Pourquoi ne pas dire qu'il faut se battre pour maintenir l'emploi industriel, qu'il faut des nationalisations, qu'il faut donner des pouvoirs nouveaux aux salariés, et que les futurs élus agiront dans ce sens ?



Chambéry

La bataille de la liste « Cap à gauche » aura marqué la campagne

Au moment où nous écrivons, la campagne électorale des municipales arrive à son terme. Quel qu'en soit le résultat, les propositions faites par les candidats de la liste «*Chambéry cap à gauche*» ne resteront pas sans suite. Elles ont marqué le débat de leur empreinte.

Ainsi, concernant les services publics locaux, «*Cap à gauche*» a proposé de «**poursuivre le retour de services publics en régie directe**», c'est-à-dire de les remettre en gestion municipale publique plutôt que de les donner en délégation de service public au privé.

La proposition vise la cuisine centrale, «*avec l'instauration de services courts d'approvisionnement permettant de développer les filières locales moins consommatrices d'énergie, et de confectionner des repas équilibrés pour les écoles et les structures communales ou intercommunales*». Elle vise également les parcs de stationnement, «*afin d'avoir la maîtrise des places de parking*» et «*de réduire la place de la voiture dans le centre-ville en libérant des places de parking en surface et en développant les transports en commun*». La proposition vise enfin les transports en commun (STAC).

Dans un prospectus argumenté et largement diffusé, «*Cap à gauche*» propose la création de «*centres municipaux de santé, en priorité dans les quartiers populaires*», et souhaite la mise en place d'une «*tarification sociale et solidaire harmonisée pour tous les services publics locaux communaux et intercommunaux*».

Cette volonté de la liste de répondre aux besoins de la population par un programme progressiste ne restera pas sans suites. Il est désormais un objectif de lutte pour tous les Chambériens qui pourront appuyer les élus de la liste dans leur démarche.

La Rochette

A défaut de panneau municipal

Certes, l'affichage que l'on voit sur la photo date un peu, mais il témoigne d'une réalité trop répandue dans le département, l'absence de panneaux municipaux d'affichage libre (*hormis naturellement lors des périodes électorales où les mairies installent des panneaux officiels*). Il y a des cantons entiers où il est pratiquement impossible de trouver un panneau d'affichage. Cela témoigne à la fois d'un certain mépris et d'une crainte diffuse à l'encontre de la liberté d'expression.

Pour y répondre, dans le canton de La Rochette, un habitant de la commune d'Arvillard prête son mur (*situé sous le balcon de sa maison*) pour permettre à nos camarades locaux de coller les affiches du PCF. D'où la photo, nos remerciements, et un appel aux futurs élus municipaux pour que des panneaux d'expression libre soient installés dans les communes. C'est d'ailleurs (*bien que ce soit secondaire*) la seule vraie façon de limiter l'affichage sauvage.

Pomblière

Retour de la CGT à MSSA

Si la CGT a longtemps été le syndicat phare de l'usine MSSA de Pomblière, en Tarentaise (284 emplois), sa présence était plutôt en demi-teinte ces dernières années. Mais elle semble de retour pour les élections des délégués du personnel et des membres du CE, avec de nouveaux militants et beaucoup de jeunes.

Dans son programme (*distribué à l'entrée de l'usine*), la CGT de MSSA s'attaque aussi bien aux questions concrètes qu'aux problèmes plus généraux, souhaitant ainsi que le dialogue entre les services soit renoué par l'intermédiaire des délégués du personnel, ou que l'actionnaire désormais majoritaire, le Japonais Nippon Soda, soit présent lors des réunions du Comité d'entreprise ou du Comité hygiène et sécurité (*Le CHSCT*). La CGT propose «*la constitution d'un groupe de travail pour l'amélioration des conditions de vie au travail*», et demande une présence accrue des membres du CHSCT dans les ateliers. C'est clair, la direction devra compter avec la CGT «*renouvelée*» de l'usine.

S'abstenir
nuit gravement
à vos idées



Moûtiers

Anonyme... mais très documenté !

C'est une vieille tradition moûtérienne (mais pas seulement, semble-t-il), la campagne des municipales voit toujours fleu-

rir quelques tracts anonymes plus ou moins sérieux, plus ou moins bien écrits, plus ou moins proches de la calomnie.

Cette campagne électorale n'aura pas dérogé à la règle et un tract anonyme a été distribué nuitamment dans les boîtes aux lettres, signé : «un commerçant qui paie trop d'impôts à la ville». Classique.

Peut-être rédigé par un partisan de Fabrice Pannekoucke, on ne sait pas, le tract s'en prend au bilan de l'équipe Philippe Nivelles (équipe qui s'est répartie sur les deux listes de droite en présence). Mais, à la différence d'autres papiers anonymes, celui-ci présente la particularité d'être plutôt bien documenté et de pointer de vrais errements de la municipalité.

On peut y lire : «Monsieur Philippe Nivelles, vous avez, en 2004, fusionné l'hôpital de Moûtiers avec celui d'Albertville pour former le CHAM. Aujourd'hui que tout va

mal, vous pensez quitter cette structure qui vide notre hôpital de ses services, dossier que vous avez très mal défendu.

A cause de votre laxisme, vous avez abandonné le projet d'extension de la maison de retraite des Cordeliers, et bien sûr perdu une importante subvention.

La ville a perdu près de 1000 habitants en 20 ans, actuellement plus de 120 logements sociaux OPAC, mais également 250 logements particuliers sont vides et en mauvais état, et cela ne vous préoccupe pas». Dénonçant le transfert du tribunal à Albertville («bien que 70% des affaires jugées au tribunal d'Albertville aient pour origine le secteur de Tarentaise»), le départ du service des permis de construire, l'absence de plan local d'urbanisme pour la ville, l'auteur du pamphlet sait de quoi il parle. Alors, qui est-il ? Difficile à dire, mais une chose est sûre, il suit de près les questions municipales.

Moûtiers

A propos de la dernière réunion publique sur l'hôpital,

une interview de

Bernard Gsell

Suite à la dernière réunion publique sur l'avenir du site hospitalier de Moûtiers (nous en avons rendu compte dans un numéro précédent), nous avons rencontré l'animateur du collectif pour l'hôpital, Bernard Gsell. En effet, Fabrice Pannekoucke avait regretté que cette réunion soit publique. Bernard Gsell a bien voulu répondre à nos questions.

Alors, Bernard, quel était l'objectif de cette réunion publique ?

«L'idée d'une nouvelle étude sur la santé en Tarentaise a été proposée par le collectif pour l'hôpital de Moûtiers suite au refus de l'Agence régionale de santé (ARS) et du cabinet KPMG d'envisager plusieurs scénarii pour l'avenir du site de Moûtiers.

Une fois cette nouvelle étude réalisée pour l'essentiel, nous voulions rendre compte de ses conclusions à nos adhérents et à la population afin que chacun puisse faire part de ses idées avant la décision ministérielle».

Fabrice Pannekoucke, le président de la communauté de communes, était d'accord pour que cette dernière participe au financement de la nouvelle étude, mais préférait une discussion entre quatre yeux avec l'ARS plutôt qu'une réunion publique. Pourquoi ?

«Bien qu'étant membre du collectif pour l'hôpital, bien qu'ayant participé à ses réflexions, Fabrice Pannekoucke n'en partageait pas les analyses. Ainsi, s'il acceptait plus ou moins le maintien des urgences sur le site de Moûtiers, lors d'une réunion publique il avait proposé de faire de cet hôpital un centre de triage des patients (en fonction des pathologies) en direction des autres hôpitaux. Ce faisant, il renonçait à l'existence d'un hôpital de plein exercice à Moûtiers ! Plusieurs responsables du collectif lui ont donc demandé des précisions. C'est à la suite de ces demandes de clarification que,



Bernard Gsell et ses colistiers

contraint et forcé, Fabrice Pannekoucke s'est rallié à la position du collectif.

En souhaitant une rencontre non publique avec l'ARS, Fabrice Pannekoucke envisageait sans doute de régler le problème à moindre coût. En exigeant que la réunion soit publique, nous voulions au contraire que la population soit informée et puisse faire pression sur l'ARS. Au fond, et c'est une grande et vraie différence avec la droite, **nous faisons confiance à l'intervention citoyenne**».

Eh bien merci, Bernard, de toutes ces précisions qui vont éclairer nos lecteurs.

Mobilisation contre les suppressions de postes dans l'usine Carbone Savoie

Malgré l'encombrement des routes, le samedi 15 mars, à l'appel de la CGT, de 150 à 200 personnes se sont retrouvées devant la gare de Notre Dame de Briançon pour s'opposer à la fermeture de Lannemezan et aux suppressions d'emplois décidées à Vénissieux et Notre Dame par la direction de Carbone Savoie (filiale de Rio Tinto). Au milieu des drapeaux et des banderoles de la CGT, Alain Dupenloup (pour le Front de gauche), David Pivier (pour la CGT de Carbone Savoie), Jean-François Rochaix (maire de La Léchère) et Eric Granata (pour l'UD-CGT) ont successivement pris la parole avant que David Pivier ne lise la touchante intervention faite par le dernier embauché de l'usine de Lannemezan devant la mairie de cette commune.

Les propositions des élus du Front de gauche

Alain Dupenloup rappela les propositions des députés et sénateurs du Front de gauche. Il déclara : «*Beaucoup de ces propositions faisaient l'unanimité au sein des élus de gauche avant que François Hollande ne soit élu président de la République. Aujourd'hui, les élus liés au gouvernement ne veulent plus les voter. Et pourtant il faudrait donner des droits nouveaux aux salariés pour qu'ils puissent intervenir dans les choix de gestion de leur entreprise, et donner aux comités d'entreprise la possibilité de s'opposer aux licenciements*».

Dénonçant la politique d'austérité, le militant communiste montra combien elle était contraire à la relance de la croissance («*Il n'y a pas besoin de sortir de St Cyr pour le comprendre* !), ajoutant : «*On va conquérir des marchés à l'extérieur pour compenser le ralentissement de la consommation intérieure, nous disent les patrons, mais comme à l'extérieur on pratique aussi une politique d'austérité, ça ne compense rien du tout !*». Se prononçant pour la création de services publics européens de l'acier et de l'aluminium, rappelant la nécessité d'un pôle bancaire public et d'un grand service public de l'énergie pour aider à l'investissement productif et au développement industriel, Alain Dupenloup précisa l'idée de fond du Front de gauche : toutes les mesures visant les entreprises doivent être incitatives à la création d'emplois durables et bien rémunérés.

L'intervention, à Lannemezan, du dernier embauché dans l'usine, Benjamin

Lue par David Pivier, cette intervention fut très écoutée. Nous en livrons ici l'essentiel. «*Mes parents m'ont dit : il faut faire des études si tu veux t'en sortir. Alors j'ai obtenu le bac. Fort de mon diplôme, je suis parti à la recherche d'un emploi... pendant 10 mois ! Puis j'ai enchaîné les contrats d'intérim à la semaine pendant 1 an. Enfin j'ai décroché mon premier CDI. 2 ans plus tard j'ai vécu mon premier licenciement économique mais, com-*



La manifestation

me j'ai eu de la chance, j'ai décroché un CDD de 24 mois dans une autre entreprise. Ensuite, retour à l'intérim pour 18 mois, avec des missions de un, deux ou trois jours !

Quand mon employeur m'a jeté, j'ai renoué avec les joies de l'intérim 18 mois de plus avec trois entreprises différentes, avant d'être embauché en CDI à Carbone Savoie. Elle vous paraît bien longue, mon histoire, pourtant j'ai à peine 30 ans ! Quand on décroche un CDI comme celui-là, l'horizon s'éclaircit : finie la galère, tous les mois le même salaire, des RTT pour se reposer, des congés payés pour se distraire, des projets plein la tête... Et comme on a l'impression que plus rien de grave ne peut arriver, on fait un crédit pour acheter un tas de ruines qu'on commence à retaper. Depuis, nous y travaillons avec ma femme car nous rêvons d'y installer au plus vite notre petite famille, notre deuxième enfant ayant tout juste 45 jours aujourd'hui».

Heureux de son travail, le jeune ouvrier dit : «*Tu dois quand même faire attention à ce que tu fais. Le chef le répète : la pièce que tu transportes avec le Fenwick coûte quelques milliers d'euros, et quand tu as chargé le camion, il s'en va avec 50 000 euros de marchandises. J'en charge au minimum 4 par jour... Ces chiffres me donnent le vertige !*

Carbone Savoie a dégagé 52 millions d'euros de bénéfices sur les 5 dernières années. Rio Tinto vient d'annoncer un résultat positif de 10,5 milliards de dollars pour 2013... malgré une conjoncture défavorable selon le PDG ! Les dividendes versés aux actionnaires seront en hausse de 15% par rapport à l'an dernier. Et le 11 février 2014, les requins ont dit : ça ne suffit pas, on va fermer Lannemezan ! Qu'importe pour eux le sort des 60 salariés directs et celui de la centaine d'emplois induits, qu'importe l'avenir des territoires qu'ils abandonnent.

Partout dans notre pays des plans dits sociaux sèment la misère parce qu'on laisse faire».

Demandant alors «*une loi contre les licenciements boursiers*», Benjamin conclura : «*continuons à clamer haut et fort non à la fermeture du site et aux suppressions d'emplois à Carbone Savoie*».

Allos Sports

Sotchi : Jeux d'hiver paralympiques : Comme le Lyonnais Romain Riboud le soulignait dans l'Huma : «la réduction du nombre de catégories pour n'en retenir que trois (debout, assis et déficient visuel) a fait monter le niveau. Nous sommes passés du statut de handicapés qui font du sport à celui de sportifs de haut niveau».

Marie Bochet la skieuse de Villard sur Doron (Beaufortain) a montré un ski beau et fort. La Savoie peut être fière de celle que l'on peut considérer comme la reine des Jeux avec 3 médailles d'or, la veille de la clôture. Avec des sportives et des sportifs comme Marie Bochet, le handisport a désormais une place reconnue par tous, y compris les médias (France Télévision a consacré 60 h d'antenne à ces Jeux paralympiques).

Ski alpin : Belle victoire d'**Alexis Pinturault** en Suisse lors du Super G de Lenzerheide, devant son compatriote Mermillod-Blondin.

Handball : Le **Chambéry Savoie Handball** est remonté à la 6^{ème} place du championnat après son excellent match contre le Paris SG. Mais il vient de rechuter en revenant de Nantes avec un lourd passif, la digue savoyarde n'ayant pu enrayer la vague des buts bas-bretons.

Rugby : En honneur, le **SOUAlbertville**, beau vainqueur du derby face à Aix, à l'issue d'un match agréable (5 essais), a assuré sa qualification pour les demi-finales alpines (qui se disputeront en 2 rencontres). EN fédérale 2, l'**US Montmélian** va jouer un match très important face à Pontarlier auquel il peut espérer ravir la 8^{ème} place synonyme de maintien. Les 3 dernières rencontres, au Creusot et à Vichy, et à domicile contre Beaurepaire, seront décisives. En Fédérale 1, après la réception des Ardéchois d'Aubenas (sans marrons !), le **SOC** ira à La Seyne pour jouer sa dernière représentation à l'extérieur avant de clore la phase de poule par un match de gala contre le leader Mâcon. Enfin, félicitations aux **Féminines de Savoie** qui se qualifient pour les ¼ de finale du championnat de Fédérale 1.

Gérard Simon

Le samedi 12 avril, à Paris, marche contre l'austérité !

Inscrivez-vous pour la marche, soutenez financièrement l'initiative

C'était une idée forte du PCF que Pierre Laurent avait plusieurs fois formulée, il faut se rassembler d'une façon publique et visible contre la politique d'austérité.

A l'appel du Front de gauche, et avec la participation de nombreuses autres organisations (*des syndicats, des associations, des partis, des courants de pensée*), une grande marche contre l'austérité est ainsi organisée à Paris le samedi 12 avril.

La fédération de Savoie du PCF entend mettre toutes ses forces pour permettre au maximum de Savoyards d'y participer. Elle a retenu 100 places de TGV à cet effet. Un encart de ce numéro du journal permet les inscriptions pour la marche et le soutien financier à l'initiative. N'hésitez pas à vous en saisir dès réception.

Il y a toutes les raisons de manifester le 12 avril !

La droite bat régulièrement le pavé pour dénoncer le mariage pour tous ou exiger plus de libéralisme encore de la part du gouvernement. Un sursaut de la gauche de combat était donc nécessaire. Ce sera le samedi 12 avril, à Paris.

Cette mobilisation unitaire peut rassembler très largement toutes celles et tous ceux qui ont voté pour le changement lors de l'élection présidentielle et se retrouvent terriblement déçus face aux renoncements successifs de François Hollande et de son gouvernement. Le 12 avril leur permettra de retrouver le chemin de la lutte !

Avec le 12 avril, comme le dit Pierre Laurent, les conditions se dessinent d'une riposte massive à la droite et à la politique d'austérité de François Hollande. Ce dernier anticipe même les exigences du Medef et entend les faire payer par les salariés. Nous avons donc toutes les raisons de manifester le 12 avril. Alors inscrivez-vous, souscrivez, participons, soutenons !

Le 12 avril sera également une bonne préparation des élections européennes

L'UMP et le PS sont en difficulté pour les européennes. En effet, ils ont voté tous les textes mettant en œuvre les privatisations, l'ouverture de tous les secteurs de la société à la mise en concurrence, l'ultralibéralisme, tout ce que les peuples rejettent. EELV n'a pas eu non plus une claire attitude de rejet du libéralisme, les votes de José Bové et de Daniel Cohn-Bendit en témoignent. C'est donc le Front de gauche qui porte (*seul*) l'idée d'une autre Europe.

Avec la mobilisation du 12 avril, c'est aussi cette idée qui sera dans la rue et prendra de l'ampleur. C'est également une très bonne raison pour réussir la marche du samedi 12 avril à Paris.